



AFRIQUE/RD CONGO - Des ONG demandent à compléter l'Accord-cadre pour le Congo

Kinshasa (Agence Fides) – Nomination d'un envoyé spécial de haut niveau de l'ONU disposant du pouvoir de jouer le rôle de médiateur au niveau local et régional ; intégration de la société civile et des principaux donateurs de Kinshasa au mécanisme de vérification des accords ; création d'un lien entre gouvernement, donateurs et société civile afin de vérifier le bon usage des aides. Telles sont les propositions avancées par un certain nombre d'ONG – dont le Jesuit Refugee Service – afin de compléter l'Accord-cadre régional pour mettre fin à la guerre dans l'est de la République démocratique du Congo signé hier, Dimanche 24 février, à Addis Abeba. L'entente, signée en présence du Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, par 11 Etats de la région des Grands Lacs, prévoit entre autre une révision stratégique de la Mission de l'ONU au Congo (MONUSCO forte de 17.000 hommes) qui sera complétée par une brigade de 2.500 personnels ayant des missions d'imposition de la paix (la MONUSCO ayant pour seule mission de maintenir la paix).

Dans un communiqué envoyé à l'Agence Fides, le groupe d'ONG souligne le besoin de trouver une « approche nouvelle, un processus de paix basé sur les principes de justice ». « Les accords de paix précédents ont souvent fermé les yeux sur l'impunité, permettant aux criminels de guerre d'être intégrés dans les services de l'armée, la police et la sécurité. Cela a compromis la légitimité du processus de paix et la réputation des services de sécurité, y compris du système judiciaire ». C'est pourquoi dans ce document, elles demandent des efforts en vue de négociations avec les groupes armés qui « évitent l'impunité judiciaire qui a caractérisé les accords passés » et une entente pour approfondir l'intégration économique régionale afin de garantir la stabilité de la zone. (L.M.) (Agence Fides 25/02/2013)